

**Amadeo Bordiga**

## Les tendances au sein de la III<sup>ème</sup> Internationale

(mai 1920)

---

Paru dans: "*Il Soviet*", 3e année, N° 15, 23 mai 1920. Traduit dans "*Programme Communiste*", n° 58 (avril 1973).

---

L'"*Avanti*" du 16 courant rapporte sommairement une résolution prise par le Comité Exécutif de Moscou de l'Internationale Communiste dont il est facile de comprendre l'importance, même à travers les incongruités de l'article.

Le Comité de Moscou, après avoir discuté quelques points controversés de la tactique des communistes, a décidé, en prenant position à ce sujet, d'annuler le mandat de l'office constitué il y a quelques mois à Amsterdam pour l'Europe Occidentale et pour l'Amérique. Le motif en a été que cet office défend dans toutes ces questions un point de vue opposé à celui du Comité.

Le critère fondamental de la centralisation de l'action révolutionnaire autorise certes l'organe central de l'Internationale, dans l'intervalle qui sépare les Congrès internationaux réguliers, à décider de la direction qui doit être suivie dans l'action. Cependant le Comité Exécutif lui-même, tout en chargeant Zinoviev, Radek et Boukharine de préparer des thèses qui contiennent son point de vue sur les questions controversées, remet la décision définitive au prochain Congrès International Communiste, qui s'annonce d'une importance véritablement extraordinaire.

Il est cependant intéressant d'établir clairement - tout au moins lorsque cela est possible sur la base des informations et communications dont nous disposons - les termes de la controverse, car il est prévisible que la résolution de Moscou sera exploitée pour justifier l'électoratisme équivoque et possibiliste que le Parti Socialiste Italien pratique à l'ombre du drapeau des Soviets.

Les questions qui ont déterminé l'intervention des camarades de Moscou reflètent en substance la position des tendances opposées du mouvement communiste en Allemagne.

C'est à elles qu'il faut donc se référer pour comprendre la résolution de Moscou selon laquelle les communistes ne doivent pas renoncer à utiliser l'arme parlementaire, ni à conquérir les organismes économiques qui, aujourd'hui, sont entre les mains des social-démocrates.

Précisément la position des tendances allemandes a mis sur le même plan ces deux questions d'une nature et d'un poids différents.

C'est ce que nous rappelions dans un autre article publié dans le n° 11 du "*Il Soviet*" et intitulé "*Le Parti Communiste Allemand*".

Sur le même sujet, il existe un article d'un camarade de l'opposition allemande publié dans le bulletin d'Amsterdam, et reproduit dans le n° 43 (1<sup>re</sup> année) de l'"*Ordine Nuovo*", et un article de Boris Souvarine dans le n° 1, 2<sup>e</sup> année, du même journal. En outre, l'"*Avanti*" dans le numéro cité ci-dessus annonçait que l'opposition allemande s'est constituée en Parti Ouvrier Communiste Allemand, indépendant du Parti Communiste qui, dans sa conférence d'Heidelberg en 1919, avait expulsé la minorité de son sein.

Rappelons donc le point de vue des deux tendances, ou plutôt des deux partis, non sans avoir précisé que les tendances du mouvement allemand sont, en réalité, beaucoup plus nombreuses, et qu'il serait très difficile, pour quelqu'un qui n'est pas dans le mouvement même, de les définir avec précision.

L'opposition lance contre la Centrale du Parti des accusations d'hésitation et de faiblesse qui ne sont pas réellement injustifiées. Dans les derniers numéros, nous avons traité du comportement des communistes à l'occasion de la récente tentative de coup d'État militaire, et nous avons rapporté aussi les sévères critiques de Béla Kun sur l'attitude de la Direction à l'égard des Indépendants. L'accusation de connivence avec les Indépendants, formulée par l'opposition, apparaît par conséquent comme plausible. Quant à l'accusation de manque d'élan révolutionnaire, nous devons faire de nombreuses réserves, car elle est souvent proférée par des impatientes que l'idée très simpliste qu'ils se font de la révolution amène à protester continuellement contre les dirigeants qui la retarderaient. Dans ce cas cependant, il semble bien que la Direction du K.P.D. n'ait pas été à la hauteur des événements.

Lorsque nous passons à l'examen du programme et des directives, nous devons par contre considérer comme fondé le reproche d'hétérodoxie syndicaliste fait à l'opposition,

Celle-ci s'écarte en réalité des saines conceptions marxistes, et suit une méthode utopiste et petite-bourgeoise.

Le parti politique, dit l'opposition, n'a pas d'importance prépondérante dans la lutte révolutionnaire. Celle-ci doit se développer sur le terrain économique sans direction centralisée.

Il faut faire surgir, contre les vieux syndicats tombés entre les mains des opportunistes, de nouvelles organisations, basées sur les conseils d'usine. Il suffira que les ouvriers agissent dans ce nouveau type d'organisations pour que leur action soit communiste et révolutionnaire.

L'abstentionnisme électoral de cette tendance provient du fait qu'elle refuse toute importance à l'action politique et de parti en général, c'est-à-dire de la négation du parti politique comme instrument central de la lutte révolutionnaire et de la

dictature du prolétariat; cet abstentionnisme est lié à une critique syndicaliste - pour laquelle l'action devrait être concentrée sur le terrain économique - et à une critique libertaire - qui débouche sur l'habituelle horreur des "chefs".

Nous ne répétons pas nos critiques de ces conceptions qui sont un peu celles de l'"*Ordine Nuovo*" de Turin.

La preuve que de pareilles conceptions sont le résultat d'une dégénérescence petite-bourgeoise du marxisme nous est fournie par le fait qu'elles ont donné lieu au fameux "national-bolchevisme" de Laufenberg et Wolffheim, selon lesquels il faut envisager une alliance entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie militariste pour... une guerre sainte contre l'Entente. Cette étrange conception est si pathologique qu'elle ne mérite pas pour l'instant une plus longue critique.

Il est vrai que cette idée absurde de "national-bolchevisme" rencontre une forte résistance même au sein de l'opposition.

Nous avons expliqué, dans l'article mentionné, que nous adhérons aux thèses de la Direction du Parti Communiste Allemand qui condamnent opportunément toutes ces déviations et réaffirment le caractère politique de la Révolution communiste, l'importance de la tâche du parti de classe et la nécessité de repousser tout syndicalisme et tout fédéralisme. Nous restions cependant en désaccord sur la question parlementaire.

Notre abstentionnisme - répétons-le - dérive précisément de la grande importance que nous donnons à la tâche politique qui échoit au Parti Communiste dans la période historique actuelle : conquête insurrectionnelle du pouvoir politique, instauration de la dictature du prolétariat et du système soviétique.

Comme le plus grand obstacle à cette lutte, ce sont les traditions et les partis politiques de la démocratie bourgeoise et les ramifications qui la relient aux masses ouvrières à travers le socialisme type "II<sup>o</sup> Internationale", nous affirmons qu'il est indispensable de rompre tout contact entre le mouvement révolutionnaire et les organes représentatifs bourgeois et qu'il faut nous séparer de la charogne en putréfaction de la démocratie parlementaire.

Quel est donc le sens des résolutions du Comité Exécutif de la III<sup>o</sup> Internationale?

Elles dénoncent avec raison les directives de boycott des syndicats actuels pour donner naissance à de nouveaux organismes économiques. De par sa nature, le syndicat économique est toujours un organisme prolétarien, et il peut et doit être pénétré par la propagande communiste dans le sens très bien indiqué par la note circulaire de Zinoviev sur l'action des communistes dans les syndicats.

Évidemment, dans certains cas, la corruption des dirigeants réformistes peut atteindre un tel degré et prendre une telle forme qu'il devient nécessaire d'abandonner à lui-même un organe totalement pourri.

Moscou a condamné cette prétention à considérer comme une méthode révolutionnaire la constitution ex-novo d'autres organes économiques comme les syndicats d'industrie, les conseils d'usine (Turin), les Shop Stewards (Angleterre), en affirmant avoir ainsi résolu le problème de conduire le prolétariat au communisme, erreur qui rappelle celle des syndicalistes (survivant dans des organes qui veulent adhérer à Moscou, comme les I.W.W. d'Amérique, la C.N.T. espagnole, l'Union Syndicale Italienne). Elle a revendiqué en revanche la fonction révolutionnaire de l'action politique du parti "marxiste, fort, centralisé", comme dit Lénine, qui a rappelé que la révolution prolétarienne est, dans sa phase aiguë, moins un processus de transformation économique qu'une lutte pour le pouvoir entre bourgeoisie et prolétariat, qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'État conditionnée par l'existence des Conseils prolétariens comme organes politiques de la classe et par la prédominance dans ceux-ci du parti communiste.

En second lieu, le Comité de Moscou a condamné l'abstentionnisme électoral. A cet égard, il est nécessaire de faire une distinction nette. L'abstentionnisme dérivant des erreurs de conception indiquées plus haut - et qui est surtout un apolitisme appelé à retomber dans les bras de son jumeau : l'apolitisme labouriste et réformiste - s'appuie sur des bases fausses.

Mais l'abstentionnisme soutenu sur le pur terrain de la doctrine marxiste, tel que nous le défendons ainsi que d'autres courants de l'Internationale, n'a rien à voir avec le précédent et réclame son propre droit de cité, et même d'orthodoxie, dans l'Internationale Communiste. Il sera soutenu au Congrès International, éventuellement contre les thèses du Comité de Moscou, avec les arguments qui ont été amplement développés dans notre journal et dans d'autres journaux communistes étrangers.

Le C.C. de notre fraction a reçu à Florence la charge d'établir des liaisons plus étroites entre les courants, les journaux, les militants de cette tendance, et il se met au travail en ce sens.

Quant au désaveu de l'Office d'Amsterdam, confié à d'excellents camarades dont nous avons souvent commenté l'activité, nous ne pouvons avancer aucun jugement. Il ne nous semble pas exact de dire que les opinions de cet office et de la conférence sont en tous points opposées à celles de Moscou. Les thèses respectives (voir "*Comunismo*" n° 13 et "*Ordine Nuovo*" n° 43) le démontrent.

Les thèses sur le syndicalisme se contredisent quelque peu entre elles (peut-être est-ce le résultat d'une collaboration hâtive), mais à partir du point 12, elles s'attachent correctement à condamner le néo-syndicalisme.

Sur un point, la résolution d'Amsterdam est inacceptable : il s'agit de l'admission des conseils d'usine à l'Internationale. Il est évident que l'Internationale est un organe politique et ne peut comprendre que des partis politiques. Les organes

économiques pourront former l'Internationale syndicale, qui est déjà en voie de constitution, et qui adhérera et sera soumise à la politique de l'Internationale.

Cependant, nous ne voudrions pas qu'Amsterdam soit condamnée pour sa juste attitude, énergique et intransigeante, envers les opportunistes, les indépendants, les reconstruteurs. Nous ne croyons pas que Moscou abandonne ses positions de critique féroce contre les renégats du genre Kautsky. Mais nous traiterons de ces points délicats quand nous aurons de meilleures informations.

Une dernière considération. La décision de Moscou et les thèses qui en découleront pourront bien être opposées aux positions de notre tendance, hostile en général à toute utilisation de la démocratie bourgeoise. Mais elles ne pourront, en aucune façon, être invoquées pour justifier le maximalisme électoraliste italien, boiteux en doctrine, et équivoque dans la pratique puisqu'il peut aller jusqu'à la collaboration avec Nitti.

Comme nous l'avons maintes fois exposé, l'électoralisme italien n'est pas pratiqué par des communistes, mais par un conglomérat de communistes (au moins nominale) et de social-démocrates. C'est pourquoi il est pire que le parlementarisme ouvertement réformiste et légalitaire, pratiqué par ceux qui, dans d'autres pays, sont hors de l'Internationale de Moscou et contre elle, condamnant l'action révolutionnaire et la dictature du prolétariat.

La pénétration dans le parlement et dans les communes s'effectue ici au moyen d'une démagogie extrémiste, mais avec un caractère et un contenu qui s'apparentent, non à leur négation révolutionnaire, mais à la routine réformiste.

Dans le P.S.I., on n'est pas en règle avec Moscou. Que l'on chasse les diffamateurs de la Russie des Soviets et ceux qui spéculent sur un "bolchevisme électoral", et l'on aura enfin le droit de débattre les grandes questions de principe et de tactique du communisme !

C'est sur ce terrain que, quitte à abandonner le vieux parti, notre courant, petit mais décidé, veut se placer pour pouvoir enfin dire son mot sur les problèmes vitaux du communisme international.